



# UNSA éducation Maine Et Loire

La fédération des métiers de l'éducation

[49@unsa-education.org](mailto:49@unsa-education.org)

DECLARATION UNSA Éducation, CDEN du 16 novembre 2017

Monsieur le Préfet,  
Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

La mobilisation dans la Fonction publique, lors de la journée d'action du 10 octobre et le boycott du Conseil Commun de la fonction publique du 6 novembre doivent être pris au sérieux. Au-delà des contentieux à régler sur le pouvoir d'achat avec notamment le report du PPCR, c'est la reconnaissance de l'utilité sociale des agents publics qui est en cause. Nous répondons présents au quotidien pour garantir l'accès à des services publics efficaces et indispensables tant pour la solidarité que pour le bon fonctionnement de la sphère économique. Nous en avons assez que l'on nous dise qu'il y a trop de fonctionnaires ou que nous ne soyons qu'une charge financière pour l'Etat. La dépense publique est aussi un investissement, un investissement pour la cohésion sociale et un investissement productif.

Une des plus-values de l'action publique est qu'elle est menée au nom de l'intérêt général. Elle protège des dérives mercantiles pour les biens et droits fondamentaux. Elle assure une indépendance des services face aux groupes de pressions. Elle intègre une vision de long terme indispensable et même vitale dans un monde en crise. Les agents publics ne tirent aucun orgueil de leur travail, en revanche ils en sont fiers et ils ont raison. Ils représentent un atout et une force pour notre pays. Le gouvernement serait bien inspiré de le comprendre.

Le président de la République a exprimé sa volonté d'agir résolument pour l'avenir du pays, en particulier par l'École.

L'UNSA Education partage cette ambition. Il y a encore beaucoup à faire pour la réussite de tous les élèves mais l'UNSA Education l'affirme, cela ne peut se faire à la va-vite dans la précipitation.

Le retour à certaines vieilles recettes sans évaluation des précédentes réformes nous inquiète, notamment sur les points suivants:

- Le dédoublement des CP : l'UNSA Education est dubitative quant à la transformation des postes de « Plus de Maitres que de classes » en CP dédoublés qui entraîne une limitation au CP de la réforme précédente.
- Le retour possible du redoublement alors que le fait qu'il soit inefficace voire contraire à l'intérêt de l'élève n'est plus à prouver.
- Le retour aussi sur la réforme des rythmes : le choix laissé aux communes de revenir sur l'organisation de la semaine scolaire, nous amène loin du respect des rythmes de l'enfant qui doit être l'objectif majeur du dispositif.
- Le retour sur la réforme du collège avec la remise en place en catastrophe des classes bilingues sans moyen supplémentaire.
- Le dispositif devoirs faits : si l'idée de ne plus externaliser le travail personnel des élèves est excellente, ce dispositif, pour être efficace, nécessite des moyens matériels, financiers et humains importants et devrait concerner en priorité les élèves en difficulté.

Ce n'est pas avec ces revirements passésistes que l'on améliorera la réussite de tous les élèves.

Des milliers de personnes en contrats aidés ont subi brutalement un non renouvellement de leur contrat en cette rentrée. Parmi eux des personnels assurant une aide à la direction d'école. Alors que leurs missions sont unanimement reconnues par les communautés scolaires, ce choix est d'autant plus difficile à comprendre. L'UNSA-éducation revendique un secrétariat administratif, pérenne et formé pour chaque école.

Nous déplorons également la communication du Conseil Départemental au sujet des résultats de l'étude sur la sectorisation des collèges angevins. De plus, nous entendons que la situation au sein des collèges Jean Vilar et Jean Lurçat, notamment en termes de vétusté des locaux, n'est pas acceptable, et ceci depuis plus de 10 ans. Néanmoins, notre inquiétude reste entière concernant les conditions de travail des personnels, des élèves. En outre, la présence de l'offre publique d'enseignement, et l'évolution de la mixité sociale au sein des établissements angevins doit rester une priorité.

Le lycée public de Beaupreau est une vraie réussite. Il lui manque toujours un collège pour compléter la cité scolaire que nous appelons de nos vœux depuis de trop longues années.

Pour l'UNSA Education, incertitude, revirement, urgence ne sont pas les principes favorables qui permettront de bâtir l'École de la confiance.

D'autre part l'UNSA Education regrette cette année encore l'absence d'enseignants dans certaines disciplines ainsi que celle de médecins scolaires qui devrait interroger sur l'attractivité de ces métiers.

Nous vous remercions.